



COORDONNATEUR S.P.S Niveau 1

Jérôme CARRIERE

Mob 06 25 12 28 09

Email : carseco.j@orange.fr

COORDONNATEUR S.P.S Niveau 1

Thomas CARRIERE

Mob 06 27 88 47 19

Route de Gourvieille - La Jonquière - 11410 ST MICHEL DE LANES

MAITRE D'OUVRAGE

CNRS

Délégation Midi Pyrénées

16 Av Edouard Belin

31055 TOULOUSE CEDEX 4

OPERATION NIVEAU 2

**Réaménagement et extension bâtiments F & G du
Laboratoire d'Analyse et d'Architecture des Systèmes
(L.A.A.S) - Opération PLATINIUM - 7 Av du Colonel Roche
31000 TOULOUSE**



PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE (P.G.C.S.P.S.)

Rédigé par	Date	Indice	Modification	Nbre de pages
CARRIERE Jérôme	16/06/2025	1		62

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

MAITRE D'OUVRAGE		16 av du Edouard Belin 31400 TOULOUSE Tél. : 05 61 33 60 00
MAITRE D'OUVRAGE		7 av du Colonel Roche 31400 TOULOUSE Tél. : 05 61 33 62 00
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES		8 rue Edgar Degas 31200 TOULOUSE Tél. : 05 61 14 85 20
ARCHITECTE		40 bd des Récollets 31400 TOULOUSE Tél. : 05 61 14 85 20
BUREAU D'ETUDES STRUCTURES		38 rue de Fondargent 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE Tél. : 05 34 24 47 29
BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUE		23 rue Eugène d'Hautpoul 31400 TOULOUSE Tél. : 05 65 62 78 92

SOMMAIRE

0. Note préliminaire

0.1. Objet

0.2. Conditions d'application

0.3. Sanctions

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

1. Renseignements administratifs généraux

« 1° Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable. »

1.1. Désignation de l'opération

1.2. Renseignements généraux

1.3. Renseignements administratifs

1.3.1. Services publics et concessionnaires

1.3.2. Chantier

1.3.3. Organismes de Prévention

1.3.4. Services d'urgence

2. Mesures d'organisation générale

« 2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ; »

2.1. Description de l'ouvrage

2.1.1. Description de l'opération

2.1.2. Les lots

2.2. Description du site et de l'environnement

2.2.1. La nature du sol

2.2.2. Le site

2.2.3. La circulation et les espaces verts

2.2.4. Les activités sur le site et à proximité

2.2.5. L'environnement

2.2.6. L'ouvrage

2.3. Le phasage des travaux

2.3.1. Préparation

2.3.2. Réalisation

2.4. L'organisation du chantier

2.4.1. Emprise du chantier

2.4.2. Accès au chantier

2.4.3. Circulation dans le chantier

2.4.4. Installation de chantier

2.4.5. Les cantonnements

a. Vestiaires

b. Réfectoire

c. Douches

d. Lavabos

e. W-C.

2.4.6. Le chantier

a. Clôtures de chantier

b. Rotations de matériel

2.4.7. Nettoyage

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

3. Mesures de coordination

« 3° Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :

- « a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales;
- « b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation de recours aux manutentions manuelles ;
- « c) La définition et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses;
- « d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
- « e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
- « f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- « g) Les mesures prises en matière d'interaction sur le site.

3.1. Circulations horizontales et verticale

3.2. Manutention et engins de levage

3.2.1. Manutention

3.2.2. Appareils de levage

3.2.3. Grue

3.2.4. Manœuvre

3.3. Stockage

3.4. Enlèvement des déchets

3.5. Protections collectives

3.6. Matériels

3.7. Électricité de chantier

3.7.1. Alimentation du chantier

3.7.2. Installation de chantier

3.8. Alimentation des fluides et air comprimé

3.9. Protections particulières

3.10. Interaction sur le site

3.11. Préventions des maladies professionnelles

3.11.1. Obligation de l'employeur 3.11.2. Obligation des travailleurs

3.11.3. Mesures de prévention.

3.12. Horaires

4. Sujétions issues des contraintes extérieures

« 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

4.1. Servitudes du site

4.2. Travaux en co-activité

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

5. L'ordre et la propreté

« 5° Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

- « a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître d'ouvrage en application de l'article L. 235-16 du Code du travail et du décret pris pour son application ;
- « b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail. »

5.1. Cantonnements

5.1.1. Énergie

5.1.2. Matériels

5.1.3. Nettoyage

5.2. Chantier

5.2.1. Nettoyage

5.2.2. Énergie

5.2.3. Hébergement

6. Les secours

« 6° Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière. »

6.1. Protection incendie

6.2. Permis de feu

6.3. Organisation des secours

6.3.1. Sur place

6.3.2. En cas d'accident

6.3.3. Services publics à contacter

6.3.4. Déclaration des accidents

7. Employeurs et travailleurs indépendants

« 7° Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants. »

7.1. Sous-traitance

7.2. Travailleurs indépendants

7.3. Travail intérimaire

7.4. Dispositions générales envers la main d'œuvre

7.5. Le PPSPS

7.5.1. Rôle

8. Renseignements divers

8.1. Formalités administratives

8.2. Intempéries

8.3. Installation du coordonnateur

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

8.4. Registres et affichages sur le chantier

8.4.1. Registres

8.4.2. Affichages

8.5. Liste des entreprises

8.6. Planning des travaux

9. Désignation des entreprises par tâches

Tableau récapitulatif des tâches

CARTE PRO BTP

Je vous rappelle que le titulaire de la carte BTP sera tenu de la présenter sans délai aux agents de contrôle.

En cas de manquement aux obligations de déclaration et d'information par l'employeur, l'amende administrative prononcée peut atteindre 2000 € par salarié, et 4000 € en cas de récidive dans un délai d'un an à compter du jour de la notification de la première amende (article L. 8291-2 du Code du travail).

SOUS-TRAITANT

Aucune entreprise et leur sous traitant sera autorisée à l'accès du chantier sans avoir effectué l'inspection commune
Art L4531-1 & R4532-13 du Code du Travail

Sous-traitant indirect (sous-traitant de nième rang) et sous-traitance en cascade

Le « sous-traitant indirect » est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect »

L'article 3.6.2 du CCAG-travaux comporte les dispositions relatives à la sous-traitance indirecte :

3.6.2. Sous-traitance indirecte.

Commentaires :

Le code des marchés publics ne distingue pas les différents niveaux de sous-traitance. Il est nécessaire de préciser les conséquences de certaines des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée.

3.6.2.1. Le « sous-traitant indirect » est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect ».

3.6.2.2. Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

3.6.2.3. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

3.6.2.4 L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le représentant du pouvoir adjudicateur ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14-1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, ou avant la signature, par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

3.6.2.5. Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

3.6.2.6. En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire, aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des informations mentionnées à l'article 114 du code des marchés publics.

3.6.2.7. Les transmissions mentionnées aux articles 3.6.2.3 et 3.6.2.6 sont effectuées par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné.

La présente opération sera réalisée conformément aux dispositions de sécurité et de protection de la santé issues de la loi 93-1418 de 31 décembre 1993 et du décret 94-1159 de 26 décembre 1994.

Tous les intervenants doivent conduire cette opération en tenant compte de l'ensemble des dispositions de la loi et de ses décrets d'application. L'adhésion au PGC est inséparable de l'accord sur les travaux.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

0. Note préliminaire

Le maître d'ouvrage nomme un coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) dès le début de la phase conception de l'opération.

Le coordonnateur organise la coordination des activités, la mise en commun des installations, l'information et l'échange des consignes entre les différentes entreprises y compris sous-traitantes. Il élabore un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

A la demande du Maître d'ouvrage le coordonnateur établit dès la phase de conception :

- Un Plan Général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC S.P.S). Ce dossier sera joint au dossier de consultation des entreprises.

Les entreprises auront à chiffrer dans un poste appelé MESURES DE S.P.S. toutes les mesures en ce qui concerne les moyens de sécurité mis en œuvre ainsi que les points précisés dans le PGC S.P.S.

Les entreprises auront à fournir dans les délais définis dans la loi un PP S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé et de conditions de travail).

Ce délai est de 30 jours incompressible pour le gros œuvre ou le lot principal; aucun travail ne pourra être entrepris sans que le PP S.P.S ne soit remis au coordonnateur, analysé et que le l'avis du coordonnateur SPS ne soit donné.

Les corps d'état du second œuvre disposeront de 8 jours à partir de la remise du PP S.P.S. de l'entreprise principale ou du lot gros œuvre ou du lot principal.

Avant tout début des travaux une visite préalable sera effectuée entre l'entreprise concernée et le coordonnateur.

Nota : Les entreprises qui souhaitent sous-traiter une partie de leurs travaux devront obtenir l'agrément de leur sous-traitant par le Maître d'Ouvrage. Le sous-traitant doit, être informé que le chantier est soumis à PGC (qui lui sera remis par l'entreprise qui sous-traite), faire avec le coordonnateur la visite préalable au PP S.P.S., faire son PP S.P.S. Ce délai est de 30 jours incompressible ; le PP S.P.S doit être remis au coordonnateur pour analyse et avis. Avant tout début des travaux, une visite préalable sera effectuée entre l'entreprise sous-traitante concernée et le coordonnateur.

0.1. Objet

Le PGC est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures destinées à prévenir les risques lors des interférences des activités et de leurs successions et, après intervention, lorsqu'il subsiste des risques sur le chantier. Il précise les obligations des entreprises et fixe les

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

règles d'installation et d'organisation du chantier. Il régit également les rapports entre les différents intervenants durant la réalisation. Il intégrera, au fur à mesure de leur élaboration par les entreprises, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé harmonisés.

Le PGC est un document évolutif adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

La version initiale est établie en fonction des documents communiqués par le maître d'ouvrage : déclaration préalable, CCAP, CCTP, rapports, descriptifs, Plan, etc.

Le PGC constitue une pièce du dossier de marché. Il s'ajoute aux règles d'organisation des chantiers, de police générale, des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité contenue dans les autres pièces écrites.

0.2. Conditions d'application

Le présent PGC n'est valable que sur ce chantier et pour la période de sa réalisation. Il ne dégage pas l'entreprise de ses responsabilités notamment en matière de législation du travail.

Le terme « entreprise » désigne les entreprises adjudicataires, leurs sous-traitants et tout fournisseur appelé à intervenir sur le chantier.

L'entreprise est tenue de respecter les règles de l'organisation des chantiers en général et de celui-ci en particulier.

Elle est responsable de la diffusion des consignes à son personnel et à ses sous-traitants, ainsi que de leur application.

Dès l'acceptation du marché elle s'engage à faire respecter les règles de sécurité.

Le coordonnateur et les entreprises informeront les différents intervenants de toute modification apportée au P.G.C.

Le coordonnateur a toute autorité pour veiller à l'application sur le chantier du PGC et des PPSPS.

0.3. Sanctions

Toute infraction à la discipline et à la sécurité peuvent entraîner l'interdiction d'accès aux contrevenants et, en cas de récidive, celle du responsable de l'entreprise sur le site, avec accord préalable du maître d'ouvrage.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

1. Renseignements administratifs généraux

1.1. Désignation de l'opération

Nom : Réaménagement des Bâtiments F & G du LAAS - Opération PLATINIUM
Adresse : 7 Av du Colonel Roche - 31000 TOULOUSE

1.2. Renseignements généraux

Déclaration préalable :

Permis de démolir n°

délivré le :

Permis de construire n°PC

délivré le :

Arrêtés d'alignement :

Survol

:

1.3. Renseignements administratifs

1.3.1. Services publics et concessionnaires

Mairie	:	05 61 22 29 22
EDF-GDF urgences	:	0810 13 13 33
Eau	:	0811 902 903
Chauffage urbain	:	néant
Télécom	:	1013
EDF	:	0 810 333 131

1.3.2. Chantier

Maître d'ouvrage	CNRS
Maître d'ouvrage délégué	
Maître d'œuvre	CEERCE SCOP
Bureau d'études techniques	CEERCE SCOP
Pilotage	

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

1.3.3. Organismes de Prévention

Inspection du travail	Inspection du travail DDETS de la Haute-Garonne 5 Esplanade Compans Caffarelli 31000 Toulouse ddets-uc1@haute-garonne.gouv.fr 05 32 98 00 83
CRAM ou CRAMIF	CRAM 2 Rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE CEDEX Tél 05 62 14 29 30 preventionmp1@carsat-mp.fr
OPPBTP	OPPBTP Comité général Bureaux de la Cépière Bât C 3 Chemin du Pigeonnier de la Cépière 31000 TOULOUSE Tél 05 61 44 52 62 midipyrenees@oppbtp.fr
Médecine du travail	Pour mémoire propre à chaque Entreprise à préciser dans le PPSPS
Coordonnateur conception et réalisation	CARSECO

1.3.4. Services d'urgence

Police	17
SAMU	15
Pompiers	18
Hôpital	HOPITAL RANGUEIL 1 AV PROF JEAN POULHES 31403 TOULOUSE Tél 05 61 32 25 33

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

2. Mesures d'organisation générale

« 2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ; »

2.1. Description de l'ouvrage

Description sommaire	Réaménagement des Bâtiments F & G au LAAS
Montant estimé	/
Type de marché	PUBLIC
Durée prévisible	12 mois
Date de début des travaux	/
Milieu occupé	OUI
Effectif moyen journalier	8
Effectif maximal journalier	10
Nombre d'entreprises prévues	12 minimum

La liste des entreprises, mise à jour, est ajoutée au registre-journal à mesure de leur désignation :

2.1.2. Les lots

Liste des lots

N° LOT	LOTS	ENTREPRISES	TEL/FAX
1	VRD		
2	GROS ŒUVRE		
3	CHARPENTE METALLIQUE		
4	BARDAGE COUVERTURE		
5	MENUISERIES EXTERIEURES		
6	SERRURERIE		
7	PLATRERIE - MENUISERIES INTERIEURES		
8	CLOISONS SALLES BLANCHES		
9	FAUX PLANCHER		
10	PEINTURE		
11	CFO CFA		

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

12	CVC		
-----------	------------	--	--

2.2. Description du site et de l'environnement

2.2.1. La nature du sol

- Constitution du sol : Sondages, résistance des sols pour l'implantation grue mobile ou grue fixe voir DICT

2.2.2. Le site.

Le projet se situe à **TOULOUSE - 7 Av du Colonel Roche**

2.2.3. La circulation

Un circuit d'approvisionnement et d'accès devra être défini en accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui respecte les flux existants, les voies piétonnes et les espaces verts, en veillant à les endommager le moins possible.

SCALP : « Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles »

2.2.4. Les activités sur le site et à proximité

Consignes particulières :

Les consignes particulières porteront notamment sur : les horaires et les périodes de travail ; les conditions des entrées et des sorties des zones de chantier ; la maintenance du balisage quand, tout ou partie est prévue à la charge de l'intervenant ; le plan d'alerte ; l'utilisation des accès de service s'il y a lieu ; la circulation des véhicules lents ou non immatriculés ; les interruptions ou restrictions de circulation éventuelles ; les sujétions pour chantier de nuit ; les longueurs de la zone de chantier ; l'obligation d'avoir un moyen de communication en temps réel ; Ces consignes, dont la liste n'est pas limitative, pourront être modifiées ou complétées en cours de travaux .

Tous les agents intervenant à pied sur le domaine routier doivent être porteurs de vêtements de signalisation à haute visibilité conformes à la norme EN 471 de la classe 2 ou 3.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

4.2. Travaux en co-activité

Les entrées et les sorties de la zone de chantier se feront par les passages spécialement aménagés à cet effet, et toujours dans le sens de circulation, la priorité restant aux usagers. La circulation dans la zone neutralisée est interdite aux usagers, sauf dans le cas d'impossibilités techniques. Les véhicules se déplaçant dans la zone neutralisée ne devront en aucun cas franchir la limite de cette zone.

2.2.5. L'environnement

Un circuit d'approvisionnement et d'accès devra être défini en accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre .

2.2.6. L'ouvrage

Réaménagement des Bâtiments F & G du LAAS

RAPPEL ARTICLES RELATIFS AU CHANTIER

Rappel des principes généraux de prévention :

Article L4121-2 du Code du travail

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux et, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article ;

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Rappel définition METAH / MESA

METAH : « Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur » pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que : les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès les moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'œuvre les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre les aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier.

L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que :

- La coactivité entre les entreprises
- Les risques propres, importés, exportés
- Les mesures propres à prévenir les risques
- les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur
- les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès
- les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre

Veuillez nous faire parvenir vos besoins et vos remarques le jour de la réunion. **Ces protections collectives devront être adapté aux travaux des différentes corps d'états intervenant sur le chantier.**

Une réunion METAH sera donc effectuée pour établir des protections adaptés aux chantier ,mais également organisée et planifié la coordination de l'utilisation des moyens mis en communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

MESA ou Mise en service des ascenseurs en phase chantier » est un outil pratique qui détermine les actions et les moyens à respecter pour assurer la mise en service des ascenseurs en phase chantier. Ces critères sont définis pour chaque étape et chaque intervenant : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, etc.) sur le chantier. Il détaille le rôle de chacun, rappelle des points techniques obligatoires et toutes les questions qui peuvent se poser sur l'utilité de cette démarche.

Objectif : mieux gérer les approvisionnements et les manutentions manuelles sur le chantier à travers plusieurs pistes :

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

- mettre en commun les moyens de manutention ;
- assurer la continuité des moyens communs ;
- intégrer le coordonnateur SPS dans l'équipe de conception, etc.

DEMOLITIONS / DESAMIANPAGE :

Les entreprises définiront dans leurs PPSPS sous formes de fiches méthodes les modalités qu'ils mettront en œuvre pour l'ensemble de leurs travaux de démolition et de désamiantage (si amiante)

CONSIGNATIONS DES RESEAUX / DICT

En amont des travaux de démolition de bâtiment et de désamiantage, il est nécessaire de procéder à la déconnexion et au dévoiement de l'ensemble des réseaux auquel le bâtiment est raccordé (électricité, gaz, eau, télécom/fibre, chauffage, etc.)

Pour chaque réseau, on distingue la partie publique gérée par les concessionnaires (ERDF, GRDF, Véolia,...) et la partie privative gérée par les propriétaires des bâtiments

Avant tous travaux de démolition faire parvenir au maître d'oeuvre et au csps attestation par les organismes concernés précisant que tous les réseaux sont neutralisés

Un procès verbal sera établi par le lot concerné par un organisme agréé .

Réalisation de la DICT :

L'exécutant des travaux est tenu d'adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chaque exploitant de réseau concerné par l'emprise du futur chantier. La DICT est en principe transmise après la DT.

L'exécutant précise la date de commencement des travaux et leur durée en nombre de jours.

Il doit indiquer l'emprise du chantier qui correspond au périmètre maximal de la zone des travaux y compris les zones de préparation du chantier, d'entreposage et de circulation des engins. Le téléservice met à disposition un outil pour délimiter cette emprise avec précision. Si elle est identique à l'emprise déclarée par le maître d'ouvrage: Personne publique ou privée pour le compte de laquelle des travaux ou un ouvrage immobilier sont réalisés dans la DT, l'exploitant n'est pas obligé de la redéfinir dans la DICT.

Enfin, il décrit les opérations qui pourraient avoir un impact sur les ouvrages situés sur ou à proximité du chantier.

L'exécutant effectue sa déclaration sur un formulaire en ligne ou, quand cela n'est pas possible, sur un formulaire papier

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

RAPPEL ARTICLES RELATIF AUX DESAMIANTE

Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n 96-97 du 7 Février 1996 modifié.

L'entreprise devra me faire parvenir son PRE avant intervention sur chantier

Article R4412-137 du Code du travail

I.-Trente jours au moins avant la date de démarrage des travaux sur une opération donnée, mentionnée au 4° de l'art R. 4412-133 du Code du travail, l'employeur transmet le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, au moyen de la plateforme DEMAT @ MIANTE mentionnée à ce même article, aux services suivants :

-à l'agent de contrôle des services d'inspection du travail dont le ressort territorial est celui du lieu des travaux programmés ;

-aux organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, qui le transmettent à l'agent ou au service compétent.

En cas de travaux justifiés par une situation d'urgence liée à un sinistre, l'employeur peut transmettre le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage via la plateforme DEMAT @ MIANTE dans un délai de huit jours au moins avant la date de démarrage des travaux, mentionnée au 4° de l'article R. 4412-133 du Code du travail .

La transmission effectuée par l'employeur au titre du premier ou quatrième alinéa donne lieu à un horodatage du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, qui fait courir les délais de trente jours ou de huit jours mentionnés respectivement au premier et au cinquième alinéa.

II.-Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage est transmis à ou aux organismes certificateurs concernés par la plateforme DEMAT @ MIANTE.

Article R4412-96 du Code du travail

Pour l'application de la présente section, on entend par :

1° Chantier test : le premier chantier au cours duquel est déterminé le niveau d'empoussièrement d'un processus donné ;

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

2° Confinement : l'isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur évitant la dispersion des fibres ;

3° Décontamination (travailleurs, matériel, déchets) : la procédure concourant à la protection collective contre la dispersion de fibres d'amiante hors de la zone de travaux et qui, pour la décontamination des travailleurs, est composée, notamment, du douchage des équipements de protection individuelle utilisés, de leur retrait et du douchage d'hygiène ;

4° Donneur d'ordre : le chef d'entreprise utilisatrice, mentionné à l'article R. 4511-1 du Code du travail et par le décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977 relatif aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, ou le maître d'ouvrage mentionné à l'article L. 4531-1 ou l'armateur, mentionné par le décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires, dans les conditions d'entrée en vigueur prévues à ce décret ;

5° Encapsulage : tous les procédés mis en œuvre, tels que encoffrement, doublage, fixation par revêtement, imprégnation, en vue de traiter et de conserver, de manière étanche, l'amiante en place et les matériaux en contenant afin d'éviter la dispersion de fibres d'amiante dans l'atmosphère ;

6° Niveau d'empoussièrement : le niveau de concentration en fibres d'amiante généré par un processus de travail dans la zone de respiration du travailleur, à l'extérieur de l'appareil de protection respiratoire, en fonction duquel sont organisés et mis en œuvre les règles techniques, les moyens de protection collective et les équipements de protection individuelle ;

7° Opération : l'un des travaux ou interventions mentionnés à l'article R. 4412-94 du Code du travail ;

8° Phases opérationnelles : les parties de l'opération, simultanées ou successives, susceptibles d'engendrer différents niveaux d'empoussièrement ;

9° Processus : les techniques et modes opératoires utilisés, compte tenu des caractéristiques des matériaux concernés et des moyens de protection collective mis en œuvre ;

10° Vacation : la période durant laquelle le travailleur porte de manière ininterrompue un appareil de protection respiratoire ;

11° Zone de récupération : l'espace à l'extérieur de la zone polluée dans lequel le port d'un équipement de protection individuelle n'est pas nécessaire pour assurer la protection de la santé du travailleur

Article R4412-139 du Code du travail

En fin de travaux, l'employeur établit un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux notamment les mesures de niveau d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalable des déchets et les plans de localisation de l'amiante mis à jour.

Le rapport de fin de travaux est remis au donneur d'ordre qui l'intègre, le cas échéant, au dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage. Il peut être consulté dans les conditions prévues à l'article R. 4412-134 du Code du travail .

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

fin de chantier dépose amiante

À l'issue des travaux, l'entreprise doit établir un dossier de synthèse, appelé rapport final d'intervention (RFI), destiné au propriétaire, pour lui permettre de mettre à jour le dossier technique amiante et au maître d'ouvrage, pour lui permettre de mettre à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le RFI comprend :

- ▶ le PRE et les éventuels additifs,
- ▶ le journal de chantier,
- ▶ le recueil des PV et analyses, consignations, etc.
- ▶ les CAP des déchets,
- ▶ les BSDA et BSDI des différents déchets
- ▶ les certificats d'élimination des déchets,
- ▶ le PV de réception et les levées de réserves,
- ▶ un plan faisant apparaître les MCA retirés, encapsulés ou non retirés. Les zones où l'amiante est conservé doivent être signalées sans ambiguïté, chaque fois que possible, dans les locaux concernés. La norme XP X 46-023 définit la méthodologie de réalisation des plans ou croquis. Ce RFI constitue la base du dossier d'archivage de l'entreprise. Le dossier d'archivage inclut, en plus, les fiches d'exposition des salariés et tous les éléments relatifs au chantier non présents dans le RFI.

RAPPEL ARTICLES RELATIF AUX TRAVAUX DE DEMOLITION

Article R4534-60 du Code du travail : Etalement des parties de l'ouvrage

Avant de commencer les travaux de démolition d'un ouvrage, l'employeur vérifie la résistance et de la stabilité de chacune des parties de cet ouvrage, notamment des planchers. S'il y a lieu, des étalements sûrs sont mis en place.

Article R4534-61 du Code du travail : Compétences des travailleurs

Aucun travailleur ne peut être chargé d'un travail de démolition ou de démontage pour lequel il n'est pas compétent et qui comporte, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal.

Article R4534-62 du Code du travail : Obligations d'un chef d'équipe

Dès que les travaux nécessitent l'emploi de dix travailleurs, un chef d'équipe est exclusivement affecté à la surveillance des travaux.

Au moins un chef d'équipe est désigné pour dix travailleurs.

Lorsque des travaux nécessitent l'intervention simultanée de plusieurs équipes, les chefs de ces équipes sont placés sous l'autorité d'un chef unique.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Article R4534-63 du Code du travail : Démolition des ouvrages en béton ou métalliques

La démolition des ouvrages en béton armé ou en matériaux précontraints, ainsi que la démolition des ouvrages soutenus par une charpente métallique, ne peut être accomplie que sous la direction de travailleurs ayant l'expérience des techniques particulières mises en œuvre pour la démolition de ces ouvrages.

Article R4534-64 du Code du travail : Travailleurs employés à des hauteurs différentes

Les travailleurs ne peuvent être employés à des hauteurs différentes que si les précautions sont prises pour assurer la sécurité de ceux qui travaillent dans les plans inférieurs.

Article R4534-65 du Code du travail : Préparation des murs à abattre

Les murs à abattre sont préalablement débarrassés de toutes les pièces de bois ou de fer en saillie qui ne sont pas scellées ou qui, bien que scellées, sont en saillie de plus de deux mètres.

Article R4534-66 du Code du travail : Éléments soumis à contraintes

Lorsque, dans une construction, des éléments présentant une certaine élasticité sont soumis à des contraintes et qu'un fouettement peut résulter de leur rupture ou de leur brusque libération, ou que leur dépose peut avoir des conséquences graves sur la stabilité de tout ou partie de la construction, il ne peut être procédé à leur enlèvement que d'une manière sûre et, s'agissant de travailleurs, conformément aux directives de l'employeur.

Article R4534-68 du Code du travail : Côté d'écroulement du mur

Lorsque la démolition d'un pan de mur ou de tout autre élément de construction est réalisée au moyen de poussées ou de chocs, des mesures appropriées sont prises pour empêcher l'écroulement du mur ou de l'élément de construction du côté où se trouvent les travailleurs.

Article R4534-69 du Code du travail : Stabilisation des murs éléments non abattus

Lorsque à la suite de la démolition de certains éléments d'un ouvrage, l'équilibre des parties restantes ou des constructions voisines paraît compromis, des mesures, telles que la pose d'étais, sont prises pour prévenir **tout risque d'écroulement.**

Article R4534-70 du Code du travail : Sapement d'un ouvrage par un engin mécanique

Le sapement d'un ouvrage au moyen d'un engin mû mécaniquement n'est autorisé que s'il n'en résulte aucun danger.

Article R4534-73 du Code du travail : Port du casque de protection

Le port du casque de protection est obligatoire pour les travaux de démolition.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

VRD

L'entreprise définira dans son PPSPS sous forme de fiches méthodes les modalités qu'elle va mettre en œuvre pour l'ensemble de ses travaux

Manœuvre des engins de terrassements



✚ Rester attentif aux manœuvres des engins et véhicules de chantier

✚ Signaler sa présence au conducteur et ne pas rester dans la zone d'évolution des engins

✚ Ne pas stationner à l'arrière des camions ni près des engins



Réalisation de la DICT :

L'exécutant des travaux est tenu d'adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chaque exploitant de réseau concerné par l'emprise du futur chantier. La DICT est en principe transmise après la DT.

L'exécutant précise la date de commencement des travaux et leur durée en nombre de jours.

Il doit indiquer l'emprise du chantier qui correspond au périmètre maximal de la zone des travaux y compris les zones de préparation du chantier, d'entreposage et de circulation des engins. Le téléservice met à disposition un outil pour délimiter cette emprise avec précision. Si elle est identique à l'emprise déclarée par le maître d'ouvrage: Personne publique ou privée pour le compte de laquelle des travaux ou un ouvrage immobilier sont réalisés dans la DT, l'exploitant n'est pas obligé de la redéfinir dans la DICT.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Enfin, il décrit les opérations qui pourraient avoir un impact sur les ouvrages situés sur ou à proximité du chantier.

L'exécutant effectue sa déclaration sur un formulaire en ligne ou, quand cela n'est pas possible, sur un formulaire papier.

Article R4534-122 du Code du travail

Lorsque des travaux de terrassement, des fouilles, des forages ou des enfoncements sont à réaliser au voisinage de canalisations électriques souterraines de quelque classe que ce soit, le parcours des canalisations et l'emplacement des installations sont balisés de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé en tenant compte des informations recueillies par application des articles R. 4534-110 à R. 4534-118 du Code du travail . Il est accompli avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètre des canalisations et installations électriques souterraines.

	Nature de l'ouvrage		
	Rigide	Flexible	Souterrain de génie civil construit avant le 1 ^{er} janvier 2011 Circulation de véhicules de transport ferroviaire ou guidé
Classe A	Incertitude maxi ≤ 40 cm	Incertitude maxi ≤ 50 cm	Incertitude maxi ≤ 80 cm
Classe B	40 cm < Incertitude maxi ≤ 1,5 m	50 cm < Incertitude maxi ≤ 1,5 m	80 cm < Incertitude maxi ≤ 1,5 m
Classe C	Incertitude maxi > 1,5 m ou absence de plan de localisation		

Classe de précision du réseau : A, B ou C

+

Précision de l'outil

=

La bonne distance d'approche

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Article R4534-121 du Code du travail

Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (BTB), haute tension A (HTA) et haute tension B (HTB), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre.

Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans.

La consigne prévue par l'article R. 4534-125 du Code du travail précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire. Les mises hors d'atteinte susceptibles d'amener des travailleurs à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, ainsi que l'intervention directe sur des lignes, installations électriques ou pièces nues normalement sous tension, ne peuvent être accomplies que par des travailleurs compétents et pourvus du matériel approprié

Art R. 4534-22 : Travaux de terrassement à ciel ouvert du Code du travail

Afin de prendre s'il y a lieu les mesures de sécurité appropriées et avant de commencer les travaux de terrassement, l'employeur s'informe auprès du service de voirie compétent dans le cas de travaux sur le domaine public ou auprès du propriétaire dans le cas de travaux sur le domaine privé :

- De l'existence éventuelle de terres rapportées ;
- De l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone où les travaux seront entrepris ;
- De l'existence éventuelle de terres rapportées ;
- Des risques d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.

Article R4534-24 du Code du travail

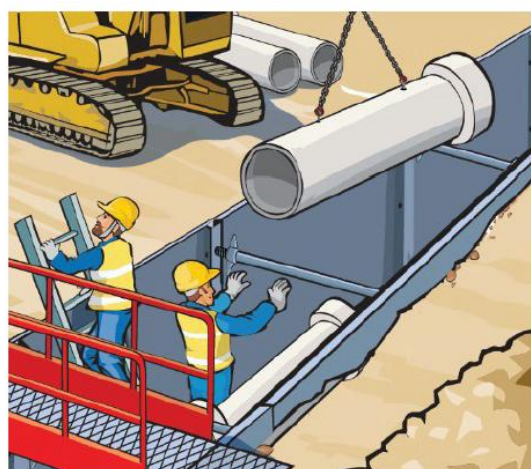
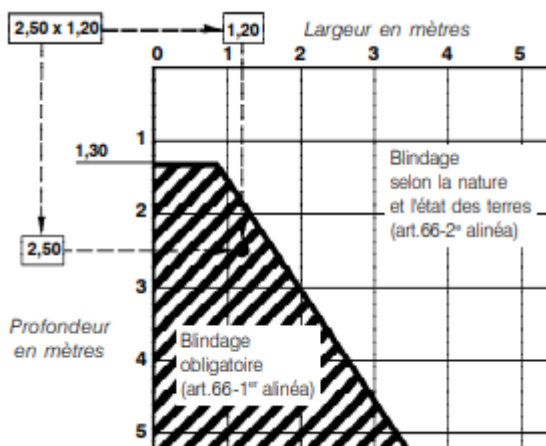
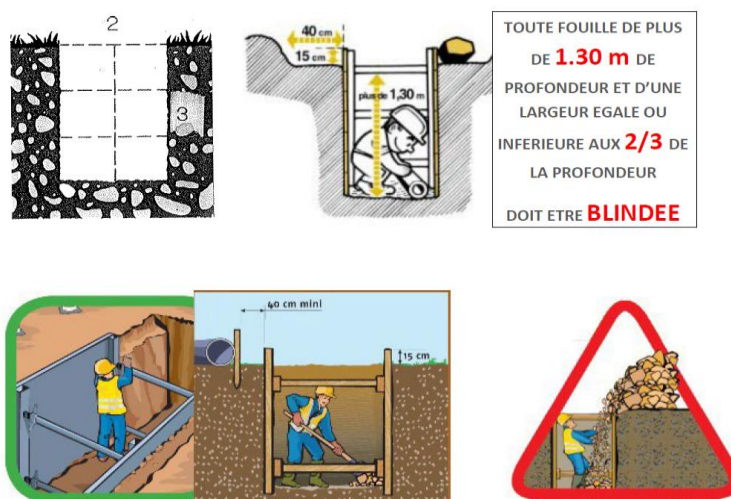
Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur sont, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, blindées, étrépillonnées ou étayées.

Les parois des autres fouilles en tranchée, ainsi que celles des fouilles en excavation ou en butte sont aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. A défaut, des blindages, des étrépillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres sont mis en place. Ces mesures de protection ne sont pas réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés.

Ces mesures de protection sont prises avant toute descente d'un travailleur ou d'un employeur dans la fouille pour un travail autre que celui de la mise en place des dispositifs de protection.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Lorsque nul n'a à descendre dans la fouille, les zones situées à proximité du bord et qui présenteraient un danger pour les travailleurs sont nettement délimitées et visiblement signalées.



Travailler toujours à l'abri du blindage

Utiliser obligatoirement l'échelle installée à l'intérieur du blindage

Utiliser les passerelles ou contourner la tranchée

Nettoyer régulièrement les abords de la tranchée

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Art R.4534-26 du Code du travail : Reprise des fondations en sous œuvre

La reprise des fondations en sous œuvre ne peut être exécutée que par petites portions et au fur et à mesure que les blindages, les étrésillons ou les étais lis en place assurent une sécurité suffisante. Toutefois, cette prescription ne fait pas obstacle à l'emploi de procédés particuliers assurant aux travailleurs une sécurité au moins équivalente.

- Art R.4534-25 du Code du travail : Inclinaison à donner aux parois

Pour la détermination de l'inclinaison à donner aux parois ou pour l'établissement des blindages, des étrésillons et des étais des fouilles en tranchée ou en excavation, il est tenu compte des surcharges dues aux constructions ou aux dépôts de toute nature, tels que matériaux divers, déblais, matériel, existant dans le voisinage, ainsi que des surcharges et des ébranlements prévisibles dus à la circulation sur les voies carrossables, les pistes de circulation et les voies ferrées se trouvant à proximité des fouilles.

- Art R. 4534-28 du Code du travail : Parties en surplomb d'un terrain

Lorsque des parties en surplomb d'un terrain ne peuvent être abattues, des mesures appropriées, telles qu'étalement et consolidation, sont prises pour empêcher leur éboulement.

Art R. 4534-33 du Code du travail : Infiltration des eaux de ruissellement

Des mesures, telles que le creusement de cunettes et l'exécution de drainages sont prises pour limiter les infiltrations provenant des eaux de ruissellement.

En outre, des mesures, telle que la mise en service de pompes, sont prévues pour remédier aux effets des infiltrations qui pourraient se produire.

Article R. 4534-27 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Éléments dont la chute présente un danger

Les pentes et les crêtes des parois sont débarrassées des éléments dont la chute présente un danger.

Article R. 4534-29 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Délai de mise en place des étais

La mise en place des blindages, étrésillons ou étais est accomplie dès que l'avancement des travaux le permet.

Article R. 4534-30 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Hauteur des éléments de blindage

Lorsque les divers éléments d'un blindage sont assemblés hors de la fouille, la hauteur de ces éléments est au moins égale à la profondeur totale de la fouille.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Pour éviter tout renversement ou déplacement, le blindage, après avoir été descendu dans la fouille, est convenablement calé.

Article R. 4534-31 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Ceinturage de plinthes

Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur, celles-ci sont entourées de plinthes d'une hauteur de 15 centimètres au moins ou comportent un blindage dont les éléments constitutifs dépassent le niveau du sol d'une hauteur minimale de 15 centimètres.

Article R. 4534-32 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Aménagement d'une berme

Des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 40 centimètres au moins.

Cette berme reste constamment dégagée de tout dépôt.

Article R. 4534-34 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Période de pluie ou de gel

Après une période de pluie ou de gel, il est procédé à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. S'il y a lieu, le blindage est consolidé.

L'employeur fait procéder à cet examen par une personne compétente. Le nom et la qualité de cette personne sont consignés sur le registre de sécurité.

Article R. 4534-35 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Evacuation rapide des travailleurs

Les fouilles en tranchée ou en excavation comportent les moyens nécessaires à une évacuation rapide des travailleurs.

Article R. 4534-36 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Moyens de passage d'une tranchée

Lorsque des travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 centimètres de largeur, des moyens de passage sont mis en place.

Article R. 4534-37 du Code du travail

(Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) Risques d'éboulement

Il ne peut être procédé à l'enlèvement d'un blindage, d'un étréssillon ou d'un étau que lorsque des mesures de protection efficaces ont été prises contre les risques d'éboulement.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

GROS ŒUVRE

L'entreprise définira dans son PPSPS sous forme de fiches méthodes les modalités qu'elle va mettre en œuvre pour l'ensemble de ses travaux :

- Création des zones de stockages , zone préfa , zone de lavage ...
- Mise en place de la grue de chantier (mission M1 / M2 et M3)
- Réalisation des fondations (semelle filante , semelle isolée , longrine préfa ...)
- Réalisation des réseaux sous-dallage
- Réalisation du dallage y compris pose complexe isolant
- Elévation chantier :
 - L'entreprise du présent lot devra faire parvenir la méthodologie qu'elle adoptera en termes de protection collective pour éviter le risque de chute de hauteur (toiture , façade , maçonnerie ...)
 - Réalisation des banches – Approvisionnement, mise en place (y compris concernant les murs en rives de bâtiment), type de banche utilisé
 - Réalisation des poteaux, poutres
 - Réalisation cage d'ascenseur – Protection collective prévu ?
 - Pose, mise en place des armatures et coulage des prédalles y compris étaieement
 - Pose et coulage du plancher hourdis
 - Pose des escaliers préfas au fur et à mesure de l'avancement du chantier – Protection collective aux niveaux des trémies
 - Gestions des déchets

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

TRAVAUX CHARPENTE / COUVERTURE / ETANCHEITE / ZINGUERIE / BARDAGE

PHASE TRAVAUX :

Accès toiture terrasse : Mise en place d'un accès sécurisé jusqu'aux toitures terrasses du projet

INTERVENTION ULTERIEURE EN TOITURE :

Accès toiture terrasse :

Accès depuis l'escalier intérieur donnant sur le plancher technique du dernier étage..

Moyens à mettre en place concernant le risque de chute de hauteur pour les interventions ultérieures en toiture:

Au choix du Maitre d'ouvrage :

- Mise en place de gardes corps sur les zones du bâtiments n'ayant pas la hauteur réglementaire demandé (1m à 1m10 de Ht)

Art R4534-85 du Code du travail : Travaux sur toitures

Lorsque des travailleurs sont appelés à intervenir sur un toit présentant des dangers de chute de personnes ou de matériaux d'une hauteur de plus de trois mètres, des mesures appropriées sont prises pour éviter toute chute.

Art 4534-97 du Code du travail : Prévention de chute dans le vide

Lorsque, dans les travaux de montage, de démontage et de levage de charpentes et ossatures, des travailleurs sont appelés à intervenir en se trouvant exposé à un risque de chute dans le vide, l'employeur prend l'une des mesures suivantes :

1 – Installation de planchers de travail fixes, munis de garde-corps placés à une hauteur de 90 cm et de plinthes de 15 cm de ht au moins,

2 – Mise en œuvre, dans les conditions prévues par l'art R. 4534-98 du Code du travail , de plates-formes de formes de travail mobiles, ou tous autres dispositifs similaires, suspendues à un appareil de levage.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Article R4323-62 du code du travail :

"Lorsque les travaux temporaires en hauteur ne peuvent être exécutés à partir du plan de travail tel que mentionné à l'article R. 4323-58, les équipements de travail appropriés sont choisis pour assurer et maintenir des conditions de travail sûres.

La priorité est donnée aux équipements de travail assurant une protection collective.

Les dimensions de l'équipement de travail sont adaptées à la nature des travaux à exécuter et aux contraintes prévisibles et permettent la circulation sans danger.

Des mesures propres à minimiser les risques inhérents à l'utilisation du type d'équipement retenu sont mises en œuvre. En cas de besoin, des dispositifs de protection pour éviter ou arrêter la chute et prévenir la survenance de dommages corporels pour les travailleurs sont installés et mis en œuvre dans les conditions prévues aux articles R. 4323-60 et R. 4323-61 du Code du travail "

Article R4323-58 du code du travail:

"La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente."

Art R4534-85 du Code du travail : Travaux sur toitures.

Lorsque des travailleurs sont appelés à intervenir sur un toit présentant des dangers de chute de personnes ou de matériaux d'une hauteur de plus de trois mètres, des mesures appropriées sont prises pour éviter toute chute.

Art R. 4534-96 du Code du travail : Prévention de chute dans le vide

Lorsque dans les travaux de montage, de démontage et de levage de charpentes et ossatures, les travailleurs sont appelés à accéder à un poste de travail ou à circuler en se trouvant exposé à un risque de chute dans le vide, l'employeur prend l'une des mesures suivantes :

- 1) Installation d'échelles de service en nombre suffisant fixées en tête et au pied, et des paliers de repos convenablement aménagés ;
- 2) Installation de passerelles munies de garde-corps placés à une hauteur de 90 cm et de plinthes de 15 cm de hauteur au moins, susceptibles d'être déplacées à l'aide d'un appareil de levage ;
- 3) Elévation, dans les conditions prévues par l'Art R. 4534-98 du Code du travail , des travailleurs dans les nacelles, ou tous autres dispositifs similaires, suspendues à un appareil de levage.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

TRAVAIL EN NACELLE

Article R4323-55 du Code du travail

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

Article R4323-56 du Code du travail

La conduite de certains équipements présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur.

L'autorisation de conduite est tenue à la disposition de l'inspection du travail et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Les travailleurs titulaires de cette autorisation de conduite bénéficient du suivi individuel renforcé prévu aux articles R. 4624-22 à R. 4624-28 du Code du travail en application du II de l'article R. 4624-23 du Code du travail .

Article R4323-104 du Code du travail

L'employeur informe de manière appropriée les travailleurs devant utiliser des équipements de protection individuelle :

- 1° Des risques contre lesquels l'équipement de protection individuelle les protège ;*
- 2° Des conditions d'utilisation de cet équipement, notamment les usages auxquels il est réservé ;*
- 3° Des instructions ou consignes concernant les équipements de protection individuelle ;*
- 4° Des conditions de mise à disposition des équipements de protection individuelle.*

L'utilisation d'un harnais nacelle est obligatoire lorsque la nacelle constitue le seul moyen pour accéder à la plateforme de travail.

Article R4323-55 du Code du travail

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Postes de travail avec protection collective : les Plates-formes Élévatrices Mobiles de Personnels R 386

Une PEMP est constituée d'une plate-forme de travail, d'un châssis et d'une structure extensible.
Il en existe plusieurs sortes :



Rappels des consignes de sécurité

- Adéquation de la PEMP avec l'utilisation.
- Se renseigner sur la zone d'évolution (sol, résistance...).
- Essayer les commandes avant, après, les arrêts d'urgence.
- Ne pas surcharger la PEMP.
- Interdiction d'utilisation comme grue.
- Respecter le code de la route.
- Faire attention à l'environnement électrique.
- Éviter les contacts avec les obstacles fixes ou mobiles.
- Ne pas monter sur des échelles ou autre dans la nacelle.
- Faire attention à la prise au vent.
- S'assurer des contrôles quotidiens et périodiques.
- Interdiction d'accéder ou de quitter la nacelle en élévation.
- Charger ou décharger la PEMP en tenant compte du centre de gravité.

LES RISQUES LIÉS À L'UTILISATION D'UNE PEMP

Évaluation des risques

- A** Risques mécaniques :
écrasement, cisaillement, happement,
enroulement, entraînement,
emprisonnement, choc, abrasion,
éjection de fluide sous pression,
perte de stabilité, glissement, perte
d'équilibre, chute.
- E** Risques électriques.
- T** Risques thermiques et brûlures.
- I** Risques d'incendie et explosion.
- E** Risques par des postures ou efforts
excessifs.
- E** Risques par négligence, erreur
humaine.
- G** Risques par défaillance de l'énergie.
- CI** Risques par dysfonctionnement des
commandes.
- TI** Risques d'éjection lors des
déplacements.
- TI** Risques de basculement.
- CI** Risques liés au vent.



Pour plus d'informations sur les PEMP,
voir le manuel Mécanisme « Conduite
des Plates-formes Élévatrices Mobiles de
Personnels (R 386) ».

ECHAFAUDAGE

PV DE MONATGE

La **vérification d'échafaudage de pied** avant mise en service fait partie des dispositions visant à prévenir les risques de chutes de hauteur. Cette **vérification** s'effectue dans différentes situations telles que la première utilisation ou une modification dans la configuration de l'échafaudage de pied.

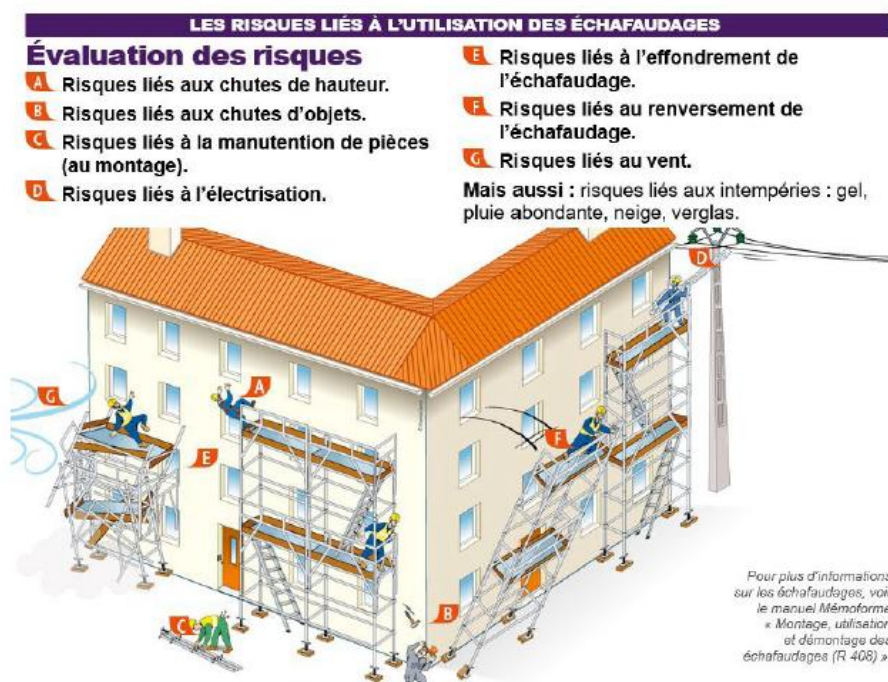
CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

La vérification avant mise en service de l'échafaudage de pied est effectuée :

- lors de la première utilisation d'un **échafaudage**,
- après tout démontage-remontage,
- en cas de modification de sa configuration,
- après tout accident ou incident,
- en cas d'évolution des conditions météorologiques,
- suite à une interruption d'utilisation d'au moins un mois.

La **vérification d'échafaudage** répond à une disposition réglementaire : **l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages sur le site de Légifrance.**

Elle relève de la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et doit être effectuée par une personne compétente.



Article R4323-69 du Code du travail

Version en vigueur depuis le 01 mai 2008

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17 du Code du travail . Il comporte, notamment :

1° La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

l'échafaudage ;

2° La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;

3° Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;

4° Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;

5° Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;

6° Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.

Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article [R. 4323-3](#) du Code du travail .

Art. R.233-13-33 du Code du travail :

Les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage doivent être d'une solidité et d'une résistance appropriée à leur emploi.

Les assemblages doivent être réalisés de manière sûre, à l'aide d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés. Ces éléments doivent faire l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.

Article R4534-64 du Code du travail : Travailleurs employés à des hauteurs différentes

Les travailleurs ne peuvent être employés à des hauteurs différentes que si les précautions sont prises pour assurer la sécurité de ceux qui travaillent dans les plans inférieurs.

ARTICLE R. 4323-70 du Code du travail :

La personne qui rédige le montage, le démontage ou la modification d'un échafaudage et les travailleurs qui y participent disposent de la notice du fabricant ou du plan de montage et de démontage, notamment de toutes les instructions qu'ils peuvent comporter. Lorsque le montage de l'échafaudage correspond à celui prévu par la notice du fabricant, il est réalisé conformément à la note de calcul à laquelle renvoie cette notice. Lorsque cette note de calcul n'est pas disponible ou que les configurations structurelles envisagées ne sont pas prévues par celle-ci, un calcul de résistance et de stabilité est réalisé par une personne compétente.

Lorsque la configuration envisagée de l'échafaudage ne correspond pas à un montage prévu par la notice, un plan de montage, d'utilisation et de démontage est établi par une personne compétente.

Ces documents sont conservés sur le lieu de travail.

ARTICLE R. 4323-71 du Code du travail :

Une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objet est assurée avant l'accès à tout niveau d'un échafaudage lors de son montage, de son démontage ou de sa transformation.

ARTICLE R. 4323-72 du Code du travail :

Les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage sont d'une solidité et d'une résistance appropriée à leur emploi. Les assemblages sont réalisés de manière sûre, à l'aide

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés. Ces éléments font l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.

ARTICLE R. 4323-73 du Code du travail :

La stabilité de l'échafaudage doit être assurée.

Tout échafaudage est construit et installé de manière à empêcher, en cours d'utilisation, le déplacement d'une quelconque de ses parties constituantes par rapport à l'ensemble.

ARTICLE R. 4323-74 du Code du travail :

Les échafaudages fixes sont construits et installés de manière à supporter les efforts auxquels il sont soumis et à résister aux contraintes des conditions atmosphériques, notamment des effets du vent, ils sont ancrés ou amarrés à tout point présentant une résistance suffisante ou protégés contre le risque de glissement et de renversement par tout autre moyen d'efficacité équivalent. La surface portante a une résistance suffisante pour s'opposer à tout affaissement d'appui.

ARTICLE R. 4323-75 du Code du travail :

Le déplacement ou le basculement inopiné des échafaudages roulants lors du montage, du démontage et de l'utilisation est empêché par des dispositifs appropriés.

Aucun travailleur ne doit demeurer sur un échafaudage roulant lors de son déplacement.

ARTICLE R. 4323-76 du Code du travail :

La charge admissible d'un échafaudage est indiquée de manière visible sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers.

ARTICLE R. 4323-77 du Code du travail :

Les échafaudages sont mis sur les côtés extérieurs de dispositifs de protection collective tels que prévues à l'article R. 4323-59 du Code du travail .

ARTICLE R. 4323-78 du Code du travail :

Les dimensions, la forme et la disposition des planchers d'un échafaudage sont appropriées à la nature du travail à exécuter et adaptées aux charges à supporter. Elles permettent de travailler et de circuler de manière sûre. Les planchers des échafaudages sont montés de telle sorte que leurs composants ne puissent pas se déplacer lors de leur utilisation. Aucun vide de plus de 20 cm ne doit exister entre le bord des planchers et l'ouvrage ou l'équipement contre lequel l'échafaudage est établi. Lorsque la configuration de l'ouvrage ou de l'équipement ne permet pas de respecter cette limite de distance, le risque de chute est prévenu par l'utilisation de dispositifs de protection collective ou individuelle dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 4323-58 à R. 4323-61 du Code du travail . Il en va de même lorsque

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

l'échafaudage est établi contre un ouvrage ou un équipement de dépassant pas d'une hauteur suffisante le niveau du plancher de cet échafaudage.

ARTICLE R. 4323-79 du Code du travail :

Des moyens d'accès sûrs et nombre suffisant sont aménagés entre les différents planchers de l'échafaudage.

ARTICLE R. 4323-80 du Code du travail :

Lorsque certaines parties d'un échafaudage ne sont pas prêtes a l'emploi notamment pendant le montage, le démontage ou les transformations, ces parties constituent des zones d'accès limité qui sont équipées évitant que les personnes non autorisées puissent y pénétrer

Les mesures appropriées sont prise pour protéger les travailleurs autorisés à pénétrer dans ces zones.

Echafaudage roulant :

Les échafaudages roulants : **réglementation et terminologie**

L'utilisation d'échafaudages roulants est fréquente dans les collectivités territoriales pour effectuer des activités d'entretien et/ou de maintenance (ex : changement d'ampoule dans un gymnase, taille d'une haie, nettoyage d'une surface vitrée, réfection d'une façade....).

Réglementation :

Lors de l'exécution de ces travaux, le risque « chute de hauteur » constitue un risque majeur.


C'est ainsi que, dans le **décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004**, il rappelle notamment les obligations suivantes :

- La réalisation de travaux temporaires en hauteur à partir d'un plan de travail conçu de manière à garantir la sécurité des agents (l'échafaudage roulant est un équipement de travail conforme à cette réglementation),
- La formation des agents en charge du montage et démontage des échafaudages.

Terminologie :

Les échafaudages roulants sont principalement constitués des éléments suivants :

- D'un ou des plateaux (constituant le plan de travail),
- Des garde-corps,
- Des échelles d'accès au(x) plateau(x),
- De contreventements
- Des stabilisateurs (pour éviter que l'échafaudage ne se mobilise),
- De roues pour déplacer l'échafaudage.



N.B. : Cette note d'information ne se substitue pas à toute formation que doivent suivre les agents en charge du montage / démontage et de l'exploitation d'un échafaudage roulant.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Article R4323-63 du Code du travail

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.



SECOND ŒUVRE

L'entreprise définira dans son PPSPS sous formes de fiches méthodes les modalités qu'il va mettre en œuvre pour :

TCE

- Approvisionnement et stockage sur site
- Méthodologie adopter lorsque le personnel est exposé aux travaux en hauteur
- Mutualisation de la grue du GO
- Gestion des déchets
- Risque d'incendie / point chaud

CVC / PLOMBERIE / ELEC

- Pose des réseaux et raccordement
- Mise en place de la chaufferie en toiture
- Risque électrique
- Fiche des produits utilisés
- Découpe du carrelage

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

PLAQUISTE / PEINTURE

- Pose des faux plafonds, pose des cloisons y compris isolation et ferrailage
- Réalisation des joints
- Ponçage
- Fiche des produits utilisés

MENUISERIES EXT / MENUISERIES INT

- Pose des cadres de menuiseries
- Pose des différents vitrages

Tous les plans de recollements seront fournis à l'avancement du chantier.

2.3. Le phasage des travaux

Le planning prévisionnel est annexé au dossier de consultation.

Le phasage des travaux se détermine dès la préparation du chantier. Cet ordre est respecté, sauf contraintes particulières :

Chantier classé en 2^{ème} catégorie conformément au décret 94-1159 du 26 décembre 1994 pour chaque phase de travaux.

a) Description des risques spécifiques de l'ouvrage à réaliser

La liste ci-dessous est générale et non exhaustive.

Installation de chantier et stockage des matériaux :

- *Une aire de stockage et de préparation devra être aménagée par l'entreprise de VRD (voir possibilité de l'établir dans le domaine public).*
- *La signalisation réglementaire sur voirie sera réalisée par chaque entreprise intervenante avec autorisation d'emprise sur voirie à afficher.*
- *Les emplacements des installations de chantier seront définis lors de la 1^{ère} réunion de préparation en accord avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ;*

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Le phasage des travaux se détermine dès la préparation du chantier. Cet ordre est respecté, sauf contraintes particulières :

2.3.1. Préparation

- raccordements provisoires aux réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement,
- construction des accès véhicules et piétons,
- éclairage provisoire,
- clôture,
- cantonnements.

2.3.2. Réalisation

- Désamiantage ?
- Démolition
- Terrassements
- Infrastructure
- Mise hors d'eau et raccordement provisoire au réseau des eaux pluviales,
- second œuvre, mise hors d'air, ravalement,
- finition, équipement,
- VRD,
- réception.

2.4. L'organisation du chantier

Un plan de principe d'installation est joint au PGC et le plan plus détaillé, indiquant moyens de levage, zones de stockage, emplacement des déchets, accès de chantier, etc. proposé par l'entreprise et, après accord du coordonnateur SPS, lors d'une mise à jour de ce PGC.

Chaque entreprise doit préciser ses effectifs et ses besoins même temporaires. Les installations seront remises en état par elles.

2.4.1. Emprise du chantier

Le chantier se détermine en 1 zone distincte, suivant plan de phasage

2.4.2. Accès au chantier

Il est demandé aux entreprises de fournir une liste nominative du personnel travaillant sur le chantier, leur adresse, qualification et numéro de sécurité sociale. Cette liste sera ajoutée au PPSPS.

L'accès sera interdit à toutes personnes sans badge nominatif.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

2.4.3. Circulation dans le chantier

Plan de circulation à fournir par l'entreprise de GO

2.4.4. Installation de chantier

Le plan d'implantation des installations de chantier sera établi par l'entreprise de GO et soumis à l'approbation du coordonnateur. Il sera annexé au PGC ou en additif au PGC par le lot GO

Faisant apparaître :

- La position des réseaux enterrés et/ou aériens (point d'eau , coffret électrique chantier)
- l'implantation des clôtures
- les installations destinées au personnel : sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- la position des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- le point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- le point de rencontre pour accueil des services de secours,
- les moyens de levage,
- les zones de déchargement du matériel, des matériaux et des équipements,
- les zones de stockage et de préparation,
- l'emplacement des bennes à déchets,
- l'installation électrique provisoire du chantier : l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires,
- le branchement provisoire d'eau,
- le plan d'installation de chantier mentionnera également les accès au chantier .

2.4.5. Les cantonnements

Les locaux seront installés par l'entreprise de gros-œuvre : locaux réfectoire, vestiaires , ainsi que l'alimentation suffisante pour les chauffer et les éclairer.

a. Vestiaires

La surface des locaux doit varier suivant le nombre des salariés travaillant sur le chantier : **1m² par salarié est nécessaire.**

b. Réfectoire

Les réfectoires seront équipés d'un lavabo, de tables et de sièges, de l'alimentation suffisante pour chauffer la nourriture. La surface à prévoir est **de 1,30 m² par salarié.**

d. Lavabos

Un point d'eau avec mélangeur est demandé **pour 5 salariés.**

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

e. W-C :

Un W-C. à la turque pour 20 salariés masculins, un urinoir pour 10 et un W-C. pour 20 salariées sont demandés.

2.4.6. Le chantier

a. Clôtures de chantier

Elles seront édifiées pendant la durée du chantier par le lot go, ainsi que la zone des travaux. Elles peuvent évoluer suivant l'avancement des travaux. Une clôture sera prévue autour des interventions risquées.

b. Rotations de matériels

Les rotations d'échafaudage et tout autre occupation provisoire seront coordonnées et précisées.

2.4.7. Nettoyage

Le chantier sera maintenu en état de propreté.

L'entreprise de GO mettra à disposition ses propres bennes à gravats et déchets, et effectuera leurs rotations.

Chaque entreprise enlève ses gravats et déchets à mesure de ses interventions. En cas de défaillance une entreprise sera choisie pour effectuer ce travail au prorata des interventions des entreprises.

Le maître d'œuvre pourra désigner l'entreprise de gros-œuvre ou l'entreprise principale, à moins qu'il ne choisisse des tours de rôle.

3. Mesures de coordination

3.1. Circulation horizontale et verticale

Un balisage adéquat est à placer dans toutes les zones d'intervention et suivant les besoins.

3.2. Manutention et engins de levage

L'entreprise devra fournir les documents ci-dessous :

- **M1 : Examen environnemental du site**
- **M2 : Avis de stabilité et inspection des ouvrages des assises des grues**
- **M3 : Vérification avant la mise ou remise en service**

Le matériel, engin ou outillage, devra être en bon état, adapté, facile à manœuvrer et utilisé par du personnel formé et connaissant les risques. Seul un personnel qualifié, compétent et titulaire d'une autorisation conduira les engins.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Le matériel de levage et de manutention devra satisfaire aux prescriptions des décrets du 23 août 1947 et 8 janvier 1965. Seuls les engins conformes au décret 69-380 du 18 avril 1969 seront autorisés sur le chantier.

Tout engin, tout moyen de levage fixe ou mobile devra être entretenu et vérifié par un organisme agréé. Les rapports de vérification devront être remis au maître d'œuvre et au coordonnateur, gardés sur le chantier et présentables aux organismes de prévention.

Dans le cas où les gaz d'échappement des engins seraient incommodants, une ventilation particulière devra être mise en œuvre. Au-delà de 85 décibels, l'insonorisation des engins sera exigé. Arrêt d'urgence en évidence, extincteur visibles seront imposés pour groupe et engin à moteur thermique et mise à la terre pour les engins à énergie motrice B.T.,

Les appareils de levage devront être placés de façon à ne pas nuire au chantier, sa configuration et son organisation, et le plus possible être mis en commun.

Le système d'installation des moyens de levage - modes de fixation, effort et charge - devront être communiqués pour accord au maître d'œuvre et au coordonnateur.

Les charges au sol ne devront pas être dépassées. Néanmoins, en cas de dépassement un dispositif d'étalement sera mis en place.

Les protections collectives devront être placées dès l'ouverture de trémie.

3.2.1. Manutention

Chaque entreprise aura à sa charge leur propre moyen d'évacuation de ses gravats.

La manutention manuelle sera évitée le plus possible et des moyens de remplacement mis en place.

La manutention ne devra pas se faire aux dépens de la sécurité et de la santé du personnel et des biens.

Les poids, volumes et quantités de matériaux à stocker et à manutentionner pour les matériaux lourds et/ou encombrants seront indiqués dans le PPSPS de chaque corps d'état. En effet un mode opératoire pour la manutention répétée ou pour celle des équipements lourds ou volumineux devra être étudié et proposé.

3.2.2. Appareils de levage

L'implantation du matériel de levage devra être soumise à l'approbation du coordonnateur site occupé.

Les périmètres concernés pourront être balisés et leur approche interdite au public.

Les entreprises utilisatrices s'entendront au préalable sur les modalités d'utilisation. Le chef de manœuvre sera pris en charge par ces entreprises. Des modalités de maintenance, d'entretien ainsi que la désignation des personnes responsables de l'utilisation des treuils ou des palans seront précisées.

Les règles d'élinguage, de guidage, de retenue des charges devront être respectées. En cas de vent des dispositions spéciales devront être prises.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

3.2.3. Grue ou autre moyen de levage

Étude du sol effectuée et notes de calcul approuvées sont le préalable indispensable à toute mise en place d'une grue. L'attestation de l'entreprise sur la résistance suffisante du support ou, à défaut, un plan d'étalement de compensation est nécessaire, ainsi que les dispositifs anti-collision, d'avertissement anémométrique et de mise en girouette et les limitations de survol de certaines zones.

L'ancrage, l'amarrage et le lestage des grues à tour fixe ou mobile sont particulièrement surveillés. On veillera à ce qu'il n'y ait pas d'objet susceptible de s'envoler.

3.2.4. Manœuvre

Un chef de manœuvre pourra être prévu si nécessaire. Un planning des opérations pourra être préparé.

Si une entreprise désire exécuter la manœuvre elle-même, elle doit en faire la demande à l'entreprise principale propriétaire de l'appareil de levage ou de l'engin.

Un système d'indication de vitesse du vent avec report dans toutes les grues à tour devra être installé.

La gestion des zones interdites de grues et tout autre moyen de levage sera mise en place et définit sur plan d'installation chantier.

Les notes de calcul de ferrailage, de résistance des crochets de levage et de l'étalement des prédalles et plan d'étalement doivent être communiquées par l'entreprise au coordonnateur.

3.3. Stockage

Une ou des zones de stockage devront être prévues dès l'installation de chantier, même si elles doivent se déplacer en cours de chantier ou s'agrandir. Les zones de stockage doivent être respectées. Les phasages des déplacements de zones seront le plus possibles prévus, sinon les modifications seront indiquées en additif au PGC.

Le stockage ne se fera ni dans les circulations, ni sur les voies d'accès, accès et circulation devant être dégagés et permettre les passages des hommes, matériels et engins sauf exceptionnellement, à titre provisoire et avec accord préalable du coordonnateur. Un balisage peut être mis en place, si nécessaire.

Les produits dangereux, solvants, produits inflammables, devront être stockés dans un endroit particulier et indiqué spécialement.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

3.4. Enlèvement des déchets

L'entreprise de GO aura à sa charge de placer les bennes à déchets en quantités suffisantes à l'extérieur, sur des emplacements désignés dans l'installation de chantier. Des bennes différentes pour les matières combustibles ou incombustibles ou toxiques seront prévues, ainsi que les protections qui évitent l'envol des déchets.

Les arrêtés municipaux interdisent de faire brûler sur le chantier les détritrus de toute nature.

Chaque entreprise devra enlever ses détritrus après ses interventions et chaque soir.

Tous les matériaux abandonnés en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des déchets, les entrepreneurs ne pourront se plaindre de leur enlèvement.

Le rejet des eaux chargées de produits toxiques est interdit à moins de mettre en place des bassins de décantation.

Les camions découverts sortant du chantier remplis de matériaux, de déchets ou de gravois devront être bâchés ou recouvert d'un filet ou d'une protection qui évite que des éléments s'envolent en cours de conduite.

Les déchets de chantier doivent être triés en 3 types :

Déchets inertes (matériaux primaires stables) Décharge de classe 3	Déchets industriels Banals (DIB) Décharge en classe 2	Déchets industriels Spéciaux (DIS) Décharge de classe 1
Terre et pierres Bétons armés et non armés Parpaing et briques Carrelages et faïences Ardoises Verres ordinaires Laines minérales Matériaux de démolition mélangés sans plâtre	Bétons légers et placoplâtres Métaux et alliages, fers à béton Quincailleries, Serrureries Verres spéciaux (teintés, armés.) Bois non traités Plastiques, Caoutchouc, PVC Polystyrènes Moquettes Fibres organiques Colles et mastics à l'eau Produits en mélange sans DIS Emballages non souillés	Amiante libre et dans isolants Bois traités Peintures, vernis, solvants Goudrons et dérivés Huiles et suies Certaines colles et mastics Agents chimiques (ignifuges, pesticides) Tubes fluos, piles, accumulateurs Matériels souillés (pinceaux, brosses, filtres, masques...) Emballages souillés

3.5. Protections collectives

L'entreprise de GO est chargée de placer les protections collectives:

- trémies,
- façades, (**ne doit pas gêner la pose du bardage**)
- rive de plancher
- escalier d'accès

Voir en pièce jointe les différents type de protections collectives que nous pouvons retrouver sur chantier.(Nom de l'annexe : Protection collective).

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

L'entreprise de Charpente-Couverture-Zinguerie-Etanchéité-Bardage-Zinguerie assurera les protections collectives et individuelle pour ces travaux. Les protections collective au niveau des planchers collaborant sont à la charge du présent lot.

Ces protections seront gardées le plus longtemps possible, remises en place en cas d'enlèvement provisoire lors d'une intervention. Elles seront prises en compte dans le mode opératoire d'une intervention. Elles pourront être remplacées par un dispositif différent mais assurant une protection équivalente si nécessaire.

Ces protections collectives devront être adapté aux travaux des différentes corps d'états intervenant sur le chantier.

Une réunion METAH sera donc effectuée pour établir des protections adaptés aux chantier ,mais également organisée et planifié la coordination de l'utilisation des moyens mis en communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Article L4532-2 du Code du travail

Une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives

3.6. Matériels

Tout basculement ou renversement d'échelles, nacelles, plates-formes, échafaudages à cause du vent, de la nature du sol, du type de travail ou du matériel lui-même doit être évité. Le matériel doit être conforme aux règles de sécurité. L'utilisation de nacelle au bout de crochet de grue pour élever des travailleurs est interdit.

LES ECHELLES SERONT UNIQUEMENT UTILISEES POUR ACCEDER A DES POSTES DE TRAVAIL. ELLES NE PEUVENT PAS ÊTRE UTILISEES COMME POSTE DE TRAVAIL. LES ENTREPRISES DEFINIRONT DANS LEUR REMISE DE PRIX LES MESURES QU'ILS ENVISAGENT POUR LE TRAVAIL EN HAUTEUR.

3.7. Électricité de chantier

3.7.1. Alimentation du chantier :

Elle devra faire l'objet d'un branchement particulier et d'un procès-verbal de conformité délivré par un organisme agréé, ainsi que de vérifications, à la charge de l'entreprise gérant les installations, au début du chantier, à chaque transformation et annuellement voir article de loi.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Les entreprises préciseront leurs besoins avant le démarrage du chantier. Divers coffrets de branchements seront prévus dans le plan préalable d'installation de chantier. Ils sont mis hors tension en dehors des horaires de travail et protégés.

Des installations distinctes et protégées séparément seront mises en place pour :

- l'installation des cantonnements - LOT GO
- l'exploitation du chantier - LOT GO
- les circulations - LOT ELEC
- certains équipements tels grue, ascenseur, plate-forme élévatrice...

3.7.2. Installation de chantier

Les installations provisoires de distribution d'énergie doivent être étudiées pour limiter au maximum les longueurs de câbles et éviter leur présence dans les escaliers, les circulations ou, tout au moins cheminer dans les réservations, en hauteur ou sous des protections anti-chute.

Ces installations devront comporter des protections contre les courts-circuits, de sécurités et de bornes de terre.

Les réseaux grues, le matériel du lot gros-œuvre, toiture ,façadier, et l'alimentation du chantier seront le plus possible séparés.

L'éclairage de circulation sera en 24 volts.

3.8. Protections particulières

Les aciers à béton en attente devront être recouverts de protection ou recourbés en crosse de façon à ne blesser personne.

Un accord sur les percements importants ou dangereux, murs ou parois, devra être demandé au maître d'œuvre et précisé au coordonnateur.

Les entreprises sur le chantier ou de la zone intéressée doivent être prévenues par écrit des mises en service d'une installation.

Lors de travaux isolés ou dangereux les travailleurs devront être au moins deux pour les effectuer. L'entreprise doit organiser le travail et en assurer une surveillance de manière à prévenir tout accident.

Lorsque les travaux nécessitent des dispositions particulières, l'entreprise doit en demander l'accord au maître d'œuvre et en avertir le coordonnateur.

3.9. Interaction sur le site

Sur un échafaudage une activité unique est seule possible, à l'exception de toute autre, soit au-dessus, soit en dessous.

En cas de passage obligé le port du casque est strictement obligatoire et l'annonce orale de ce passage.

En cas de co-activités, afin de les décaler et de les organiser, un planning sera mis en place entre les différents intervenants avec le coordonnateur.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Un périmètre de sécurité doit être matérialisé lors d'activités proches. Auvents ou filets protégeront certains travaux superposés ou interférents.

3.10. Prévention des maladies professionnelles.

3.10.1. Obligations de l'employeur

« Tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles est tenu d'en faire une déclaration à la CRAM et à l'Inspection du Travail » article L.461-4. Code de Sécurité Sociale.

L'employeur doit mettre en place des moyens de prévention de l'application desquels il sera responsable. Il est tenu d'informer les travailleurs des dangers présentés par les produits qu'ils manipulent.

3.10.2. Obligations des travailleurs

Les visites médicales, organisées par la médecine du travail, sont obligatoires.

Les travailleurs victimes d'un accident du travail doivent en faire la déclaration à la CRAM, en joignant un exemplaire du certificat médical délivré par le médecin traitant.

Les travailleurs effectuant des travaux dangereux ou toxiques passeront des visites médicales supplémentaires et spécifiques.

3.10.3. Mesures de prévention

Des modes opératoires évitant les nuisances - bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, produits dangereux - doivent être choisis en priorité, ou tout au moins le matériel les supprimant ou les diminuant doit être proposé.

Les renseignements, tels que fiche de sécurité, règles de mise en œuvre, etc., concernant les travaux spécifiques et dangereux, seront donnés au coordonnateur avant intervention. La médecine du travail et organisme de travail, donnera son avis sur ces travaux et le PPSPS de l'entreprise intervenante devra en faire cas.

3.11. Horaires

Les entreprises doivent se plier aux jours et aux horaires de travail du chantier. En cas de travaux en dehors de ces jours et de ces horaires, une autorisation, donnant la liste du personnel, précisant la nature des travaux, leur date et leur durée, sera demandée au maître d'œuvre.

4. Sujétions issues des contraintes extérieures

4.1. Servitudes du site

Le respect des règles sur la limitation du bruit, de protection de l'environnement, de non-pollution est imposé.

Les roues des camions et engins sortant du chantier devront être nettoyées si nécessaire.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Le balisage aérien des engins et grues est obligatoire et il est réalisé par les entreprises.

Un repérage préalable des réseaux enterrés, type eaux pluviales, eaux usées, égouts, fourreaux et câbles électriques, galeries techniques, est demandée aux entreprises concernées. Toute fouille est soumise à l'autorisation préalable des différents concessionnaires.

4.2. Travaux en co-activité

En cas de travaux à proximité d'installation en activité ou de machine en fonctionnement, les exploitants doivent donner leur accord et définir, avec le maître d'oeuvre, les conditions de réalisation en sécurité.

5. L'ordre et la propreté

5.1. Cantonnements

Les divers locaux de cantonnements seront aérés naturellement ou mécaniquement.

Le lot GO vérifiera que les douches et lavabos seront pourvus d'alimentation en eau chaude et en eau froide.

5.1.1. Énergie

L'alimentation électrique doit être prévue pour l'éclairage des locaux, leur chauffage et celui de l'eau chaude, les chauffe-gamelles, le réfrigérateur doit être conforme aux décrets et normes en vigueur. La maintenance de l'installation électrique est effectuée par l'entreprise d'électricité.

Une alimentation d'eau potable sera placée au rez-de-chaussée par le plomberie.

L'entretien et les frais de comptage et de consommation des alimentations eau et électricité seront portés au compte prorata.

5.1.2. Matériels

Armoires individuelles, tables, sièges, garde-manger, réfrigérateurs, produits d'entretien seront à la charge du lot GO. Le lot plomberie mettra à disposition des entreprises un ou des extincteurs.

5.1.3. Nettoyage

Le nettoyage des parties communes est à la charge du compte pro-rata et organisé par l'entreprise principale. Le rythme du nettoyage sera fixé suivant l'utilisation des installations et modifié si nécessaire en cours de chantier.

5.2. Chantier

5.2.1. Nettoyage

Chantier, voies et abords devront être entretenus régulièrement (boue, déformation des voies, etc.)

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

L'organisation du nettoyage sera prévue suivant divers schémas : A la charge de chaque entreprise.

5.2.2. Énergie

Les consommations d'électricité et d'eau seront réglées par le compte prorata.

5.2.3. Hébergement

L'hébergement des travailleurs est interdit sur le chantier.

Le service de gardiennage peut bénéficier d'une organisation particulière, décidée avec le maître d'œuvre et indiquée au coordonnateur.

6. Les secours

6.1. Protection incendie

Dans le cadre de la prévention du risque incendie sur le chantier, les mesures suivantes seront mises en place :

1. Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

- **Extincteurs portatifs :**

Le chantier sera équipé d'extincteurs mobiles en nombre suffisant. Ces extincteurs seront répartis de manière stratégique, visibles et facilement accessibles :

- Dans les cantonnements (bureaux, vestiaires, réfectoires...) - **LOT GO**
- À proximité des zones de travail à risque - **A la charge de chaque entreprise.**
- Sur l'ensemble du chantier, en fonction de la nature des travaux

- **Responsabilité des entreprises :**

Chaque entreprise intervenante réalisant des travaux générant des risques d'incendie (soudure, découpe, point chaud, etc.) devra fournir des extincteurs adaptés à la nature du risque (eau, CO₂, poudre ABC...). Ces dispositifs devront être placés à proximité immédiate des zones de travail concernées, en bon état de fonctionnement et vérifiés régulièrement.

- **Surveillance spécifique des points chauds :**

Une attention particulière sera portée aux zones de travaux par flamme ou chaleur. Une surveillance adaptée sera assurée **pendant** et **après** l'exécution de ces travaux.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

- Mise en service des équipements définitifs :
Les installations définitives de protection incendie devront être mises en service au fur et à mesure de l'avancement du chantier, **avant** les travaux d'aménagement intérieur ou de pose d'équipements.

2. Formation du personnel

- Le personnel devra être formé à la sécurité incendie, notamment via une formation de type **Équipier de Première Intervention (EPI)** ou équivalent.
- Les objectifs de cette formation sont :
 - Savoir donner l'alerte
 - Savoir utiliser les moyens de première intervention
 - Connaître les consignes d'évacuation du chantier
- La liste nominative des personnes formées, accompagnée des attestations, devra être transmise au Coordonnateur SPS.

3. Stockage de produits inflammables

- Le stockage de produits inflammables, déflagrants ou susceptibles d'aggraver un incendie est **strictement interdit** :
 - À l'intérieur du bâtiment en construction ou en rénovation
 - Dans des locaux fermés et non ventilés (containers ou abris non adaptés)
- Si un tel stockage est nécessaire, il devra être réalisé dans des armoires ou enceintes **ventilées et spécifiques**, à l'écart des circulations principales et des sources de chaleur.
- Les matériaux utilisés seront entreposés de façon à limiter la propagation potentielle d'un incendie (espacement suffisant entre les zones de stockage).
- Les déchets seront régulièrement évacués et stockés à une distance suffisante de l'ouvrage en construction.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

4. Consignes générales

- Une **interdiction formelle de fumer** est en vigueur sur l'ensemble du chantier. Des panneaux de signalisation appropriés seront mis en place et le respect de cette consigne sera rigoureusement contrôlé.
- L'**accès au chantier est contrôlé** par des mesures appropriées afin de prévenir toute intrusion ou comportement à risque.

Tableau des types d'extincteurs selon les classes de feu

Classe de feu	Origine du feu	Extincteurs adaptés	Remarques
Classe A	Matériaux solides secs : bois, papier, tissus...	Eau pulvérisée, Poudre ABC, Mousse	L'eau refroidit, la mousse étouffe le feu.
Classe B	Liquides inflammables : essence, solvants, hydrocarbures...	Mousse, Poudre ABC, CO ₂	Ne jamais utiliser d'eau ! Risque de projection.
Classe C	Gaz inflammables : butane, propane, méthane...	Poudre ABC	Il faut couper l'alimentation en gaz avant d'agir.
Classe D	Métaux : magnésium, sodium, titane...	Poudre spéciale D	Très spécifiques. Ne pas utiliser d'eau ni mousse.
Classe F	Huiles et graisses de cuisson	Agent mouillant spécial (type K)	Extincteurs spécifiques aux cuisines (émulsifiant).
Feux électriques	Appareils sous tension	CO ₂ , Poudre ABC	Le CO ₂ n'endommage pas le matériel, ne conduit pas l'électricité.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

6.2. Permis de feu.

12. L'article 3.9 du compte prorata indique que les demandes de **permis feu** sont réalisées journalièrement et par une entreprise avec la signature et le suivi du LAAS.
Or, l'article 6.2 du PGCSPS exige le visa du coordonnateur ou du maître d'œuvre.

Tous travaux pouvant être à l'origine d'un incendie doivent faire l'objet d'un permis de feu. Celui-ci sera réalisées journalièrement et par une entreprise avec la signature et le suivi du LAAS. Il pourra être également visé par le coordonnateur ou par le maître d'œuvre.

6.3. Organisation des secours

6.3.1. Sur place

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours ou une boîte de secours. Une boîte doit être à disposition dans les locaux du chantier. Suivant la taille du chantier (R.241-35), un poste de secours avec un infirmier ou une infirmière (au-delà de 200 travailleurs) devra être installé, d'une surface de 16m² et avec un lavabo.

Les entreprises doivent former leur personnel au secourisme (10% de l'effectif). Sur le chantier un secouriste pour 20 travailleurs est nécessaire.

6.3.2. En cas d'accident

Pour un accident bénin (ne nécessitant pas d'hospitalisation de plus d'une journée) l'entreprise s'assurera que le blessé est soit soigné par un secouriste ou par un(e) infirmier(ère), s'il existe un poste de secours sur le chantier, soit embarqué dans une ambulance pour un cabinet médical voisin ou l'hôpital le plus proche. Les numéros de téléphone des ambulances, médecins et hôpital de jour sont affichés dans les locaux des cantonnements à côté ou sur la fiche : "En cas d'accident".

Dans le cantonnement un téléphone d'appel en cas d'urgence doit être disponible. A proximité est affichée la fiche "En cas d'accident" indiquant les adresses des services à contacter. Ces renseignements doivent être affichés visiblement en d'autres endroits des différents locaux.

C'est l'entreprise qui décide du transport d'un blessé à son domicile, en accord avec un médecin.

Pour un accident grave :

Appeler les pompiers, le 18. Donner le nom de l'appelant, la nature de l'accident et le nombre d'accidentés, le lieu exact du chantier, la situation de l'accident, le numéro d'appel.

Attendre la confirmation de la bonne réception des renseignements. Maître d'œuvre et coordonnateur doivent être avertis.

Le blessé ne doit être manipulé que par un secouriste. Les pompiers se chargent soit d'appeler le SAMU soit d'évacuer le blessé.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

6.3.3. Services publics à contacter

POLICE	17
GENDARMERIE	Gendarmerie Tél 05 61 17 48 49
POMPIERS	18
HOPITAL	RANGUEIL Toulouse Tél 05 61 32 25 33
HOPITAL D'URGENCE	RANGUEIL TOULOUSE Tél 05 61 32 25 33
CENTRE ANTIPOISON	05 61 49 33 33
S.A.M.U.	15

6.3.4. Déclaration des accidents

Tout accident de travail ou de trajet et les maladies professionnelles sont déclarés par l'employeur direct de l'employé - même s'il est mis à disposition d'une autre entreprise.

Tout blessé doit être vu par un médecin afin d'être inscrit au registre officiel.

Le coordonnateur est averti le plus tôt possible de tout accident ayant entraîné ou non un arrêt de travail. Il doit recevoir deux exemplaires de la fiche d'accident de travail et, en cas d'accident grave, le rapport d'enquête faite par l'agent de sécurité de l'entreprise ou par le CISSCT.

Chaque mois un état des accidents de travail doit être donné au coordonnateur par les entreprises.

L'inspection du travail doit être avertie des accidents graves.

7. Employeurs et travailleurs indépendants

7.1. Sous-traitance

Quand une entreprise veut faire exécuter une partie des travaux prévus dans le contrat par une autre entreprise, il s'agit de sous-traitance. La fausse sous-traitance consiste à mettre de la main d'œuvre à disposition d'un donneur d'ordre sans qu'elle soit encadrée, sans apport de matières premières ou de compétence très spécialisée. A moins que cette main d'œuvre soit louée par une entreprise temporaire ou à titre gracieux, cette sous-traitance est donc une fausse sous-traitance et l'entreprise ou le maître d'ouvrage qui emploie cette main d'œuvre devient responsable de ces salariés et celle qui la prête se rend coupable d'un délit de marchandage (art.215-3).

Tous les sous-traitants, qu'ils soient de 1°, de 2° ou de 3° niveau, doivent se conformer au PGC et établir, après avoir rencontré le coordonnateur pour la visite réglementaire dite d'inspection commune, leur propre PPSPS. Ces PPSPS sont établis dans un délai de trente jours et, pour

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

les travaux de second œuvre, dès lors qu'ils ne sont pas considérés comme dangereux, de huit jours.

Les artisans non salariés, les loueurs d'engin avec conducteur, les monteurs d'appareil, les déménageurs, toute personne travaillant sur le chantier pour le maître d'ouvrage et désigné par le maître d'œuvre sont des sous-traitants.

7.2. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants doivent se soumettre aux mêmes règles de prévention, de sécurité et de protection de la santé, que celles auxquelles sont assujetties les entreprises, suivant le décret 95-608 (L.235-18 et L.263-11).

7.3. Travail intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent se soumettre aux dispositions des articles L.124-1 à 21 du Code du travail. Elles doivent s'assurer que le personnel est apte au travail à effectuer, qu'un certificat médical d'aptitude a été délivré, qu'il est en règle (carte de travail et de séjour pour les étrangers), qu'il a suivi une formation à la sécurité, qu'il a été informé des consignes de sécurité et d'hygiène sur le site.

7.4. Dispositions générales envers la main d'œuvre

L'entreprise est tenue d'appliquer le Code du travail et toute autre loi et réglementation.

Maître d'ouvrage et maîtres d'œuvre ont le droit d'interdire l'entrée du chantier à toute personne en contravention avec les règles de bonne conduite.

7.5. Le PPSPS

7.5.1. Rôle

Le PPSPS participe à la prévention des risques (remplace l'ancien PHS). Il s'agit essentiellement de faire réfléchir les dirigeants des entreprises, les responsables de chantier, les divers intervenants sur les risques encourus afin d'aider à pallier aux dangers en prenant conscience et faisant prendre conscience de ces risques aux salariés.

Doivent établir ce PPSPS :

- toutes les entreprises et leurs sous-traitants travaillant sur des chantiers de niveau I et II ou comportant des risques particuliers (arrêté à paraître)
- une entreprise seule pour des travaux d'une durée supérieure à un an et un effectif de plus de 50 personnes pendant plus de 10 jours ouvrés consécutifs.

Le PPSPS doit être donné dans des délais maximums précis : 30 jours de délai à partir de la signature du marché pour les entrepreneurs ainsi que leurs sous-traitants 8 jours pour les travaux sous-traités et de second-œuvre. (Un modèle type sera diffusé à la demande)

Il se rédige à partir :

- des documents remis par le maître d'ouvrage,

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

- du PGC,
- des PPSPS des entreprises présentes sur le chantier et particulièrement du PPSPS de l'entreprise gros oeuvre ou du lot principal,
- de l'inspection commune faite avec le coordonnateur en début de chantier apporte également des informations entre autres sur les dangers particuliers au chantier.

Les entreprises l'envoient :

- au maître d'ouvrage quand une seule entreprise exécute des travaux longs et importants,
- au coordonnateur de chantiers de niveaux 1 ou 2.

Le coordonnateur diffuse à :

- toutes les entreprises le PPSPS de l'entreprise gros œuvre ou du lot principal,
- chaque entreprise qui en fait la demande, les autres PPSPS.

Seul le PPSPS du gros œuvre ou du lot principal doit être envoyé à :

- la DDTE (Direction Départementale du Travail et de l'emploi),
- la CRAM ou CRAMIF du secteur du chantier,
- l'OPPBTP.

Il peut être consulté par :

- l'inspecteur du travail,
- les membres du CISSCT,
- les membres du CHSCT ou les délégués du personnel de l'entreprise,
- le médecin du travail,
- les agents de l'OPPBTP,
- les agents de la CRAM.

Le PPSPS de chaque entreprise est disponible en permanence sur le chantier.

Il est souhaitable que ces PPSPS soient regroupés avec le PGC et les observations du coordonnateur dans ce qui compose une sorte de Registre-chantier .

L'entreprise conserve son PPSPS 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

Une amende de 9100 € en cas d'absence de PPSPS, 1 an de prison en cas de récidive et/ou 15 200 € d'amende et affichage du jugement.

7.6. DIUO

LE DIUO :

Le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) rassemble toutes les données utiles à la maintenance d'un ouvrage (plans, notes techniques...). Obligatoire, il permet d'intégrer la sécurité des intervenants dès la conception d'un ouvrage pour son entretien futur. Le DIUO est un outil de prévention à part entière. Pour qu'il apporte une aide technique et organisationnelle efficace aux opérateurs lors des interventions ultérieures il doit être pratique et pédagogique.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Documents à me faire parvenir après la réception du projet :

Les entreprises devront nous fournir **sous forme de fiche d'intervention** (voir exemple ci-joint), les documents de nature à aider les futurs intervenants à agir en toute sécurité :

- plan et moyens d'accès sécurisé
- informations et notices techniques des différents équipements
- protection collective intégré à l'ouvrage
- période d'intervention
- consignation des réseaux à réaliser
- moyens de manutention
- les risques potentiels rencontré durant l'intervention en question
- les EPI à préconisés
- la périodicité des interventions
- les diagnostics réalisés .

8. Renseignements divers

8.1. Formalités administratives

L'opération doit être déclarée 30 jours avant le début des travaux aux organismes de prévention (déclaration préalable).

8.2. Intempéries

Le maître d'œuvre doit signer la déclaration d'intempéries des entreprises indemnisées par la Caisse des Congés Payés.

Numéro de la station météo à proximité : **08/92/68/02/31**

8.3. Installation du coordonnateur

Le maître d'ouvrage devra mettre à disposition du coordonnateur un bureau avec téléphone, si sa mission le demande.

8.4. Registres et affichages sur le chantier.

8.4.1. Registres

Certains renseignements doivent être en permanence disponibles sur le chantier, tels :

- le registre des observations et mises en demeure de l'inspection du travail,
- les observations du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre,

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

- le registre des dangers graves à disposition des membres du CISSCT,
- la liste du personnel.

8.4.2. Affichage

L'affichage est obligatoire de :

- la déclaration préalable
- le nom et l'adresse des entreprises
- le numéro et la date du permis de construire, le nom ou la raison sociale du bénéficiaire, la nature des travaux, les surfaces du terrain, du plancher, la hauteur de la construction, l'adresse de la mairie où peut être consulté le dossier.
- nom et adresse des organismes de prévention
- consignes en cas d'accident

et si nécessaire :

- le nom et l'adresse de la personne ou de l'entreprise chargée de la surveillance des installations électriques,
- la liste des membres du CISSCT,
- les horaires de travail.

8.5. Liste des entreprises

La liste des entreprises y compris leurs sous-traitants doit être intégrée dès que possible dans le PGC et remise à jour au fur et à mesure.

8.6. Planning des travaux

Le planning, même simplifié, doit être également intégré dans le PGC et remis à jour.

9. Désignation des entreprises par tâches

Symboles utilisés dans la suite du tableau :

- E.P. : entreprise principale
- E.C. : entreprise concernée
- E.D. : entreprise désignée
- E.S. : entreprise spécialisée
- C.P. : compte prorata

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

TACHE	<u>REALISE PAR</u>	LOT	<u>A LA CHARGE DE</u>
Logistique			
Signalisation et affichage chantier	GO	GO	GO
Emprise sur voirie (demande d'arrêté)	GO	GO	GO
Installations communes			
Clôture de chantier rigide (Voir plan) avec portail pour accès des véhicules et portillon pour accès piétons.	GO	GO	GO
Protection spécifique (poussière, projection)	E.C.	E.C	E.C
Sanitaires et WC (en nombre suffisants pour l'ensemble des entreprises). Vestiaires et locaux communs (en nombre suffisants pour l'ensemble des entreprises). Démarches administratives, branchements ou raccordements pour l'électricité, l'eau (potable), les eaux usées, vannes, etc.	GO	GO	CP
Panneau de chantier comportant le nom de tous les intervenants et renseignements réglementaires	GO	GO	GO
Branchement compris alimentation des armoires secondaires pour petit matériel.	GO	GO	GO
Mutualisation de la grue			
Mutualisation de l'échafaudage de l'enduseur			
Mise en place des accès définitifs pour les étages	GO	GO	GO
Le branchement de l'eau pour les installations sanitaires provisoires ainsi que pour le chantier (tube robinets branchements).	GO	GO	GO
Eclairage de chantier : toutes les zones sombres seront éclairées pendant les heures d'ouverture du chantier.	ELEC	ELEC	ELEC
Ordre et salubrité			

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Nettoyage général du chantier	ED	ED	ED
Nettoyage des zones de travail	E.C.	E.C	E.C.
Nettoyage des sanitaires tous les jours	E.P. ou E.D.	GO	C.P.
Aire de nettoyage des véhicules			
Nettoyage des zones de travail			
Nettoyage des véhicules			
Mise à disposition de bennes, évacuation des déchets .	GO	GO	CP
Amenée des déchets jusqu'aux bennes	E.C.	E.C	E.C.
En cas de déficience	GO	GO	CP
En cas de déficience de l'entreprise spécialisée	E. S.	E.S	CP
CONSOMMATIONS			
Consommable pour sanitaires	GO	GO	CP
Consommation EDF, EAU, TELECOM	GO	GO	CP
Contrôle de l'accès - Co activité			
Par une personne			
Par badge et fourniture			
Circulation			
Vois d'accès des véhicules	ED	ED	ED
Maintenance	ED	ED	E.C./C.P.
Circulation piétonne	GO	GO	GO
Maintenance	GO	GO	GO
Circulation verticale	E.C.	EC	E.C.
Manutention			
MESA			
Grue			
Stockage			

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

Aménagement puis remise en état des aires	GO	GO	GO
Protection collective			
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives	GO	GO	GO
Anti-chute (personnel)	E.C	E.C	E.C
Anti-chute (objet)	E.C.	E.C	E.C.
Remplacement des protections par des protections équivalentes	E.C.	E.C	E.C.
En cas de manquement et après consignation au registre-journal	E.S.	E.S	C.P
Installation électrique			
Hors bâtiment(s)	GO	GO	GO
Les différentes installations	ELEC	ELEC	ELEC
Démolition			
Mise hors service des réseaux inutiles	PLOMB ELEC	PLOMB ELEC	PLOMB ELEC
Arrosage des gravats avant chargement	E.C.	E.C	E.C.
Travaux superposés			
Protection des aires de travail	E.C.	E.C	E.C.
Travaux en façade			

ANNEXE : Fiche en cas d'accident

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

EN CAS D'ACCIDENT

18 OU 112 (portable)

Et dites : ICI CHANTIER : Réaménagement des Bât F& G
du LAAS - 7 Av du Colonel Roche
31000 TOULOUSE

TEL :

1- Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute....

Et la position du blessé : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille.....

Et si il y a nécessité de dégagement

2- Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas

4 -Fixez un point de rendez-vous

5 -Ne pas raccrocher le premier. Faites répéter le message

N° UTILES A PREVENIR

POMPIERS	18	Hôpital RANGUEIL	05 61 32 25 33
SAMU	15		
POLICE GENDARMERIE	17 05 61 17 48 49		
Centre anti poison	05 61 49 33 33		

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

INFORMATION

Parmi les victimes d'accidents, les catégories de travailleurs les plus touchés sont :

- La population étrangère
- Les jeunes et embauchés récents dans l'entreprise ou sur le chantier
- Les travailleurs de plus de 45 ans
- Les travailleurs intérimaires
- Les travailleurs indépendants
- Les salariés d'entreprise oeuvrant sur des chantiers de courte durée.

Il est indispensable que tous ceux qui participent à l'acte de construire se rejoignent pour intégrer les préoccupations de sécurité tout au long d'une opération immobilière.

(Extrait d'une circulaire du ministre du travail suite au décret du 26 décembre 1994)

L'analyse des éléments développés dans le PGC peut conduire à constater un risque pour une partie de ces éléments.

Dans ce cas, l'entreprise devra le mentionner expressément sur le P.P.S.P.S.

Le P.P.S.P.S doit être signé par son rédacteur et porté à la connaissance du personnel d'exécution.

Le Médecin du Travail et le C.H.S.C.T, ou à défaut les délégués du personnel, peuvent consulter pour avis le P.P.S.P.S.

Dans ce cas, le P.P.S.P.S. doit faire mention de ces avis.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. doit être tenu en permanence sur le chantier.

Si l'entreprise ne peut appliquer toutes les mesures prévues dans le P.P.S.P.S., elle rédige un avenant au P.P.S.P.S. dans lequel elle indique les mesures compensatoires d'une efficacité au moins équivalente qu'elle mettra en œuvre.

CARSECO	Opération PLATINIUM - Réaménagement des Bâtiments F&G Au LAAS - 7 Av du Colonel Roche - TOULOUSE	CARSECO
Date : 16/06/2025		PGC

TRAVAUX INTERDITS AUX JEUNES TRAVAILLEURS

Le travail en hauteur des jeunes de moins de 18 ans fait l'objet d'une réglementation particulière inscrite au Code du Travail. Art D4153-48

- *Sur les chantiers de bâtiment et de travaux publics, l'emploi des jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans à des travaux en élévation peut être autorisé si leur aptitude médicale à ces travaux a été constatée.*
Une consigne écrite détermine les conditions d'emploi et de surveillance des intéressés.
 - Dans ce cas, une consigne écrite détermine leurs conditions d'emploi et de surveillance.
 - L'utilisation de certains équipements est prohibée (cordes à nœuds, sellettes, nacelles et échelles suspendues, échafaudages volants, plates formes, montage et démontage des échafaudages, montage et levage en élévation), tout comme certains travaux (ravalement de façades au jet de sable) (art R4143-58 et 4153-38 du Code du travail).
 - Art R4153-44 du Code du travail
- La demande d'autorisation complète est adressée à l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec avis de réception. Elle comporte l'avis favorable du médecin et du professeur ou du moniteur d'atelier responsable.
Le silence gardé par l'inspecteur du travail pendant un délai de deux mois vaut autorisation.
- Art D4153-47 du Code du travail
- Les jeunes travailleurs munis du certificat d'aptitude professionnelle correspondant à l'activité qu'ils exercent peuvent participer aux travaux et être autorisés à utiliser les équipements de travail mentionnés à la section 2, sous réserve de l'avis favorable du médecin du travail.

Chefs de chantier, contremaîtres, chefs d'équipe :

N'OUBLIEZ PAS LA PROTECTION DES PERSONNES,

Non seulement le personnel intervenant mais aussi les passants.

Pensez aux risques de brûlures, aux coups d'arc, aux pailles dans les yeux, aux risques d'électrocution, la prudence et la vigilance doit être constante.

**VOTRE RESPONSABILITE PEUT ETRE
ENGAGEE EN CAS D'ACCIDENT**